

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 161 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2912 - Prix : 1€

Le 9 juin

Votez pour le camp des travailleurs !



**Assurance
chômage : les
attaques d'Attal**

Page 5

**Accident grave à la Centrale
Thermique de Bois Rouge :
La direction d'Albioma
responsable...**

Page 8

**Nouvelle-Calédonie :
À bas la politique
coloniale !**

Page 9

Pour faire entendre le camp des travailleurs, votez Lutte ouvrière

Après avoir envoyé son Premier ministre face à Bardella, la tête de liste du Rassemblement national, Macron a proposé de débattre lui-même avec Le Pen. À l'approche des élections européennes du 9 juin, le camp macroniste voudrait mobiliser son électorat en se présentant à nouveau comme le seul rempart à l'extrême droite. Mais depuis qu'il est au pouvoir, loin d'affaiblir le RN, Macron l'a au contraire renforcé en reprenant à son compte sa démagogie contre les migrants, contre les chômeurs, contre les jeunes des banlieues, contre les travailleurs immigrés...

De son côté, le RN cherche à capitaliser le rejet que Macron suscite au sein des classes populaires et se présente comme le seul parti qui n'a jamais gouverné. Mais il fait tout pour démontrer à la bourgeoisie qu'il est tout aussi capable de servir ses intérêts que les partis ayant déjà exercé le pouvoir.

Le RN et les macronistes se disputent le droit de gérer les affaires de la classe capitaliste et donc de s'attaquer au monde du travail. Quand, au nom du « patriotisme économique », Bardella-Le Pen prônent l'instauration de barrières douanières aux frontières de la France, Macron-Attal parlent d'en instaurer aux frontières de l'Europe. Mais, national ou européen, ce protectionnisme protégerait exclusivement les intérêts du grand patronat et ses profits, non les emplois.

À aucun moment Macron-Attal ou Bardella-Le Pen n'abordent la question des licenciements, des fermetures d'entreprises et les problèmes concrets des travailleurs. Ils n'ont pas un mot sur les cadences de plus en plus dures, sur le temps passé dans les transports, ni sur les contrats précaires que beaucoup connaissent, ni sur les bas salaires et les petites retraites. Aucun de ces politiciens n'envisage de s'en prendre aux profits faramineux accumulés grâce à l'exploitation des travailleurs par les Arnault, Mulliez, Dassault, Peugeot... Car tous s'inclinent devant le pouvoir et la fortune de ces grandes familles bourgeoises, qui sont les vrais maîtres de la société.

Le parti lepéniste est un mouvement d'extrême droite dirigé par une famille millionnaire, qui rassemble des nostalgiques du pétainisme et des partisans du colonialisme, celui d'hier en Algérie comme celui d'aujourd'hui en Nouvelle-Calédonie. Mais s'il peut compter sur les voix des quartiers populaires, la responsabilité en incombe d'abord au PS et au PC. Ces partis, qui se disaient du côté des travailleurs, les ont trahis et écœurés lors de leurs passages successifs au gouvernement, où ils ont fidèlement servi les intérêts des capitalistes en menant des politiques antiouvrières. Et, en contribuant eux aussi à répandre le poison du nationalisme dans les rangs de la classe ouvrière, ils ont fait reculer sa conscience d'avoir des intérêts irréductiblement opposés à ceux de la bourgeoisie et ont ouvert la voie au RN.

Travailleurs, n'écoutez pas les démagogues qui veulent nous diviser en désignant les immigrés comme des boucs émissaires et nous entraîner dans une guerre entre pauvres ! Ce ne sont pas ceux qui vomissent leur haine des étrangers ou des musulmans dans les médias qui bâtissent les immeubles, entretiennent les routes ou font tourner les hôpitaux, mais bien notre classe sociale, celle des travailleuses et des travailleurs venus du monde entier.

Nos ennemis, ce sont les capitalistes, une minorité de financiers et d'actionnaires qui parasitent la société. Ils s'enrichissent comme jamais avec leur guerre économique qui met la planète en coupe réglée et dresse les peuples les uns contre les autres.

Les élections ne changent pas la vie, mais elles permettent de s'exprimer. La liste Lutte ouvrière – le camp des travailleurs, conduite par Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier, est composée d'ouvriers, d'employés, de techniciens, de cheminots, d'enseignants. Dans cette campagne électorale, nous voulons affirmer que les travailleurs, qui savent faire fonctionner la société, doivent la diriger ! Nous voulons faire entendre le mot d'ordre lancé par Marx et devenu celui du mouvement ouvrier quand il était révolutionnaire : « Travailleurs de tous les pays, unissons-nous ! ».

Voter le 9 juin pour la liste Lutte ouvrière, c'est affirmer fièrement sa confiance dans la capacité de la classe ouvrière à renverser le capitalisme, ce système fauteur de crises et de guerres, et à bâtir une société débarrassée des frontières, de l'exploitation et de toutes les formes d'oppression.

Votons pour le camp des travailleurs !

Les élections ne changent pas la société, chacun le sait. Et les élections européennes le pourront encore moins, peut-on penser, tant les institutions de l'UE apparaissent sans pouvoir réel, en tout cas pas plus disposées à résoudre la crise multiforme à laquelle les travailleuses et les travailleurs sont confrontés que le gouvernement Macron, ou ceux qui l'ont précédé.

Et pourtant ! Les travailleurs des usines, des entrepôts, des transports, de la santé, de l'éducation, etc., les retraités ou sans-emploi ne doivent pas manquer une occasion de faire entendre leur voix, en particulier lorsque le système politique de la bourgeoisie laisse un petit espace pour cela. Il est déjà scandaleux que tous ceux qui participent à la production et à la circulation des richesses produites, ceux qui font tourner l'ensemble de la société, n'aient pas ce droit de vote, élémentaire, alors que les exploités, les gros actionnaires, les requins de la finance l'ont.

Les travailleurs doivent se sentir capables de diriger le fonctionnement de la société. Il faut viser le renversement du système capitaliste, l'expropriation des milliardaires propriétaires des usines et des terres. La recherche du profit à tout prix, quelles qu'en soient les conséquences humaines et environnementales, doit faire place à un fonctionnement raisonné, planifié, de l'économie.

Il faut s'exprimer contre l'Europe du capital et des frontières, pour une Europe des travailleurs, affirmer que, de l'est à l'ouest et du sud au nord, les capitalistes, les grands patrons sont les mêmes rapaces, qui ferment les usines et liquident les emplois sans sourciller pour accroître leur fortune. Des emplois, des salaires corrects et indexés sur la hausse des prix, des conditions correctes de travail, de vie, de logement, le droit à la santé et à l'éducation pour les jeunes,



sont des aspirations légitimes pour les 450 millions d'habitants de l'Europe. Elles le sont aussi pour ceux que la guerre et la misère ont poussés à quitter les leurs, en bravant tous les dangers, pour chercher la survie en Europe.

Les seuls ennemis des travailleurs d'Europe et d'ailleurs sont les capitalistes qui hérissent le monde de barrières et de frontières pour cacher combien les intérêts des travailleurs sont les mêmes. Quant aux hommes et femmes politiques qui tentent de faire croire que le retour aux droits de douane sur les produits importés protégerait l'emploi et les conditions de vie des travailleurs, ils nous

mentent. Comme mentent les démagogues qui répandent le poison de la xénophobie et du racisme imbéciles.

Face à la guerre, contre les gouvernements qui l'encouragent et en fournissent les armes, à la grande satisfaction des industriels de l'armement, contre la catastrophe qu'elles préparent pour la planète et sa population, il faut affirmer que les travailleurs d'Europe et du monde, unis dans une même lutte, peuvent imposer un autre avenir. C'est ce que l'on peut faire le 9 juin en votant et en faisant voter pour la liste Lutte ouvrière-le camp des travailleurs.

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 1^{ER} JUIN de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 2 JUIN de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU PORT
SAMEDI 5 JUIN de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 7 JUIN de 8H30 à 10H00**

Les militants communistes exclus du débat politique sur les antennes télé réunionnaises

Malgré nos multiples relances pour participer aux débats organisés sur leurs plateaux par les télévisions locales dans le cadre des élections européennes, celles ci n'ont pas donné suite à la demande du candidat réunionnais de Lutte ouvrière, Serge Latchoumanin.

On se croirait revenu au temps de la dictature de Vincent Dolor, le responsable de la radio et de la télévision à La Réunion de 1965 à 1981, période pendant laquelle cet anti communiste, partisan affiché de Michel Debré, s'est fait fort d'interdire toute intervention sur les ondes à Paul Vergès !



PS-Place publique : les armes, de bonnes affaires avec la peau des autres !

Invité à l'émission « La matinale » sur Radio Réunion la 1ère le 24 mai, Christophe Estève, le candidat Réunionnais aux européennes de la liste PS-Place publique de Raphaël Glucksmann, se dit pour « réindustrialiser » la France, en l'occurrence pour « réenclencher les entreprises qui créent des armes » pour soutenir

« la résistance ukrainienne » face à la Russie.

« Il faut bien sûr livrer des armes », dit-il . Mais des armes bien françaises !

Selon lui, la France n'enverrait que 5000 obus par mois à l'Ukraine alors que Poutine en lancerait 20 000 par jour...Il faudrait, en conclut-il,

commander plus d'armes aux entreprises françaises, voire européennes.

Le chant cocorico protectionniste et nationaliste de ce candidat qui prétend être de sensibilité écologiste, est de concert avec tous les va-en-guerre de la gauche, de la droite et de l'extrême droite !

Le Pen au grand patronat : à mon tour de vous servir

Le passage de Marine Le Pen à la télévision, jeudi 16 mai, a été l'occasion de déclarations d'amour renouvelées au patronat, à la propriété et à la France éternelle, agrémentées des platitudes d'usage et de quelques perles natives.

Ainsi « les entreprises produisent la richesse », répète la candidate, après bien d'autres de son monde depuis que le capital existe. Il semble bien pourtant que ce soient les travailleurs qui la produisent, alors que les propriétaires se contentent de l'accaparer. Les héritiers des familles Peugeot, Arnault, Lagardère, Dassault, Bettencourt, Mulliez, etc., dont les avoirs s'accroissent par milliards sans qu'ils se soient donné d'autre peine que celle de naître, en sont l'illustration. Ils peuvent d'ailleurs dormir tranquilles, Le Pen considère

que les profits, y compris ceux qu'elle qualifie de superprofits, ne doivent pas être taxés.

Pour redresser les comptes publics, Le Pen propose deux grands classiques de la droite depuis au moins un siècle : se débarrasser des fonctionnaires inutiles qui grèveraient le budget de l'État, combattre l'immigration qui ruinerait le pays. Mais depuis des générations, sans avoir eu jusque-là besoin du RN, l'État fonctionne dans bien des domaines à effectifs réduits. Le résultat se paye en classes surchargées, maternités fermées, urgences saturées, canaux et routes non entretenus, quartiers à l'abandon. Le Pen a le front de prétendre remédier à cette situation, alors que poursuivre la réduction du nombre de fonctionnaires ne pourrait que l'aggraver. Quant aux immigrés, loin de ruiner le pays, ils

le font fonctionner pour une bonne part en occupant les postes les plus durs et les plus mal payés, dans la production et les services.

L'ex et future candidate à l'Élysée a assorti son propos des habituelles promesses de barrières douanières sans dire évidemment que de telles barrières ne peuvent que rançonner les travailleurs en poussant les prix à la hausse.

À quelques phrases démagogiques près, Le Pen a strictement le même programme économique que ses principaux concurrents : un gouvernement doit être là pour aider le grand capital à prospérer, et prétendre que cela finira par améliorer le sort du reste de la population. Le mensonge est d'autant plus grossier et prépare des désillusions d'autant plus cruelles que la société s'enfonce dans la crise.

Assurance chômage : les attaques d'Attal

Attal a annoncé le calendrier et le détail des mesures d'une nouvelle réforme de l'Assurance chômage, la troisième depuis 2019. Prétendant « remettre la France au travail », il a aussi déclaré vouloir faire 3,6 milliards d'euros d'économies aux dépens des chômeurs.

Prévue pour être instaurée par décret le 1er juillet et appliquée à partir du 1er décembre, cette réforme est une aggravation de la précédente : elle restreindra l'accès aux allocations chômage et limitera leur durée. Pour bénéficier d'une indemnisation, il faudra avoir travaillé huit mois sur les vingt derniers mois, contre six mois au cours des 24 derniers mois, selon les règles actuelles. Du fait de ces mesures, de nombreux jeunes et travailleurs précaires vont être totalement privés de la moindre indemnisation, et se retrouveront condamnés au RSA.

Les nouvelles règles entraîneront une diminution de 18 à 15 mois de la durée maximale d'indemnisation,

contre 24 mois il y a à peine un an et demi. Le gouvernement rognerait aussi, au passage, sur les revenus de ceux qui auraient conservé le droit à une indemnité, l'allocation journalière devenant une allocation mensuelle... versée sur une base de 30 jours, soit une journée d'allocation de moins pour chaque mois de 31 jours.

Attal a aussi annoncé une réforme des dispositions prévues pour les seniors : il ne sera possible d'en bénéficier qu'à 57 ans, et non plus à 55 ans, avec un raccourcissement de la durée d'indemnisation de 27 à 22 mois et demi. En guise de compensation, le gouvernement propose un « bonus emploi senior » consistant à faire financer par l'Assurance chômage un complément de rémunération en cas de nouvel emploi moins payé que le précédent... mais seulement pendant un an. Un coup de pouce qui n'aura pas échappé aux patrons prêts à tout pour sous-payer ceux qu'ils embauchent.

L'État veut pouvoir mettre la

main sur les excédents dégagés par les caisses de chômage, suite aux précédentes réformes qui ont déjà réduit les droits des chômeurs. Ce vol qualifié lui permettra de confisquer ainsi une partie des cotisations payées par les travailleurs !

Mais le gouvernement a aussi d'autres objectifs, au moins aussi importants, qui servent les intérêts du patronat. En privant partiellement voire totalement les chômeurs de leurs revenus, il veut les contraindre à accepter un emploi sans qu'ils puissent poser la moindre condition, et au salaire le plus bas possible, faisant ainsi pression sur l'ensemble des salaires.

Enfin, les discours sur la « valeur travail » d'Attal visent à diviser les travailleurs, à dresser ceux qui ont un emploi contre ceux qui en ont été privés et sont plus ou moins traités d'assistés ou de feignants. Plus crasseux que ça...

Europe : des barbelés toujours plus hauts

Quinze pays européens réclament un nouveau tour de vis contre les migrants, alors que le Parlement européen vient à peine d'adopter un texte baptisé « pacte migration et asile » destiné à favoriser leur expulsion. Ces pays réclament « de nouveaux moyens et de nouvelles solutions pour prévenir l'immigration irrégulière en Europe ». Si la France, l'Allemagne, la Suède et la Slovaquie n'ont finalement pas signé la lettre, c'est sans vraiment s'y opposer.

Parmi les prétendues solutions préconisées figure en premier lieu l'expulsion des migrants clandestins vers un pays payé pour cela, à l'image de l'accord conclu entre le Royaume-Uni et le Rwanda ou entre l'Italie et l'Albanie. Les migrants pourraient faire depuis ces pays une demande d'asile en Europe, qui au-

rait toutes les chances d'être refusée. Les pays européens se verraient alors débarrassés de l'insoluble problème du renvoi des migrants vers des pays d'origine qui refusent de les reprendre pour ne pas susciter la colère de leur population, et pourraient se laver les mains de ce qu'il adviendrait de ces femmes et de ces hommes.

Il s'agirait aussi de généraliser les partenariats signés avec les pays situés sur les routes migratoires pour intercepter les migrants, comme le prévoient déjà les accords conclus avec la Tunisie, la Mauritanie, l'Égypte ou le Liban.

Les dirigeants des pays européens se servent des migrants comme boucs émissaires pour détourner le mécontentement de leur population. Ils estiment la situation « insoute-

nable » parce que, en 2023, 380 000 migrants seraient entrés « illégalement » dans une Europe qui compte 450 millions d'habitants. Mais ce qui est insoutenable est le fait que partout dans le monde des femmes, des hommes et des enfants doivent fuir devant les guerres, les famines et la misère. C'est le fait qu'au Sud-Soudan, en République démocratique du Congo, en Éthiopie ou sur les bords du lac Tchad ils s'entassent dans d'immenses campements, où ils sont bien plus nombreux que leurs frères qui errent dans les villes européennes. C'est contre cette calamité, qui a nom le capitalisme, que les travailleurs de tous les pays doivent s'unir, par-delà les frontières et les couleurs de peau.

Medef : le patronat dicte ses volontés

Le Medef est très légèrement inquiet : selon son président, Patrick Martin, il pourrait y avoir un petit flottement dans l'entente sans nuage entre le patronat et l'État. C'est en tout cas ce qu'il a déclaré à la presse, en précisant qu'il venait d'envoyer une lettre au chef du gouvernement, Gabriel Attal.

Le gouvernement, son Premier ministre et l'État en général sont aux petits soins pour le grand patronat, représenté par le Medef. Ils s'empressent de répondre aux desiderata patronaux. Mais ce maître est exi-

geant : s'il déclare certes que les grands enjeux, qui se traduisent par de grands bénéfices, sont traités en bonne intelligence entre l'État et les entreprises, pour lui « *il faut que ça le soit plus* ».

Pour être sûr et certain que ses serviteurs du gouvernement suivent la ligne patronale, Martin a écrit la feuille de route d'Attal et la lui a envoyée. Si les détails de cette lettre ne sont pas publics, on en connaît l'esprit : les entreprises adhérentes au Medef « *sont demandeuses et seront en appui* » de nouvelles réformes.

On sait que les grands patrons et le gouvernement appellent « réformes » des attaques brutales contre les droits et le niveau de vie du monde du travail. Hier, l'âge pour partir en retraite était reculé, aujourd'hui, les conditions d'indemnisation des chômeurs sont prévues à la baisse. Après cette lettre, nul doute que tout flottement entre le donneur d'ordres patronal et l'exécuteur gouvernemental disparaîtra.

Inflation d'embauches de cadres à la région sous Didier Robert : circulez y a rien à voir !

Alors que le ministère public réclamait la condamnation de l'ancien président de droite du conseil régional, Didier Robert, et plusieurs de ses adjoints pour prise illégale d'intérêts, détournements de fonds publics et emplois fictifs, ainsi que des années d'inéligibilité, le tribunal de Saint-Denis les a tous relaxés le 21 mai dernier balayant toutes les accu-

sations de corruption portées contre eux et déclarant que les preuves apportées par l'accusation étaient insuffisantes pour les condamner.

Le même tribunal a ainsi considéré que l'embauche d'une vingtaine de cadres au sein du cabinet du président, au lieu des 8 maximum autorisés, était tout à fait normale, que l'absence de traces écrites de leur tra-

vail au sein du cabinet n'avait rien de surprenant !

Pas question donc de demander des comptes aux Lagourgue, Bègue ou Ferrière qui pourront continuer à vivre « une vie normale », pas comme ces simples salariés que les patrons se permettent de licencier pour « insuffisance professionnelle », et sans indemnités !

École de Beaulieu à Saint-Benoît : les parents en colère !

Mardi 28 mai, les parents d'élèves de l'école primaire de Beaulieu à Saint-Benoît ont manifesté et ont bloqué la route près de la gare routière pour dénoncer, pancartes à la main, « l'invasion » de rats dans les salles de classes et dans la cantine.

Par mesure de sécurité pour les marmailles, ils demandent la fermeture des classes.

De son côté, la municipalité qui a en charge le nettoyage et l'entretien des locaux et de la cour de l'école, répond que les travaux de dératisation ont déjà été réalisés et que les salles sont nettoyées régulièrement.

Mais le problème c'est que la présence de ces nuisibles n'est pas un fait nouveau dans cette école. Les parents le signaleraient depuis 2017 !

Comme à Beaulieu, des rats ont été aperçus dans d'autres écoles de la commune mais aussi dans d'autres

villes, notamment à Saint-André.

La recrudescence de rats s'expliquerait, entre autre, par les pluies et les vents dus au passage du cyclone Belal qui auraient fait tomber des fruits au sol. Des conditions favorables à la prolifération des rats qui

sont vecteurs de maladies dont la leptospirose en augmentation cette année à La Réunion.

Soit ! Mais si la population de rats augmente, les moyens de lutte doivent suivre !



Les fonctionnaires refusent de se laisser détrousser

Lundi 13 mai, de nombreux fonctionnaires d'État ont manifesté leur colère devant la préfecture contre la volonté du gouvernement de supprimer leur Indemnité Temporaire de Retraite (ITR).

À La Réunion, cette ITR est calculée sur la base de 35 % de la retraite brute. Il s'agit donc d'un

manque à gagner conséquent.

La première remise en question de cette indemnité a été menée par Sarkozy en 2008 qui l'a plafonnée à 8000 € par an, avec l'intention de la réduire de 800 € par an pour la voir disparaître en 2028.

Le gouvernement actuel voudrait la remplacer par un nouveau disposi-

tif appelé le Régime Additionnel de la Fonction Publique (RAFP) qui lui serait plafonné à 4000 €... et financé par une nouvelle cotisation des fonctionnaires sur leur salaires... mais dont seraient exclus les 23 000 fonctionnaires réunionnais qui, à juste titre, n'ont pas l'intention de se laisser plumer !

Les agissements du Groupe Bourbon en Afrique

8 dirigeants de l'ancien groupe de prospection pétrolière, Bourbon, du capitaliste réunionnais Jacques De Châteaueux viennent d'être jugés pour corruption d'agents publics étrangers pour obtenir une réduction des impôts sur leur société au Nigeria.

L'un d'eux, Marc Cherqui, avait d'ailleurs été arrêté par les douaniers de l'aéroport de Marseille-Provence en octobre 2012 en possession de 250 000 dollars dissimulés dans sa valise (Le Quotidien du 15/5/2024). Il avait expliqué que cette somme était un « bonus pour le travail fait » et qui en l'occurrence avait permis de ramener l'impôt sur les sociétés du groupe Bourbon au Nigeria de 4,1 millions à

2,7 millions de dollars !

Les capitalistes pillent l'Afrique depuis des décennies, avec la complicité des dirigeants africains. Ils se gavent en pillant des pays de ce continent, au détriment des populations locales.

C'est le cas de De Châteaueux qui après avoir accumulé les profits dans la distribution, l'immobilier et la canne à sucre, s'est ensuite recyclé dans la banque, puis la prospection pétrolière et dernièrement dans la pêche. Il n'a jamais été inquiété par la justice.

Seules les « petites mains » telles ce Chekri se font parfois alpaguer.



BTP : aucun intérêt commun entre patrons et ouvriers

Ces derniers temps, politiciens locaux et patrons du BTP ont remis sur le tapis le problème de l'effondrement du nombre de constructions de logements dans le département.

En effet en 2023, selon l'Association Régionale des Maîtres d'Ouvrage sociaux (ARMOS), seuls 400 logements sociaux sont prévus en 2024 alors que le nombre des demandeurs s'élève à 46 000.

Les syndicats patronaux du BTP demandent à l'État de mettre à leur disposition plus de crédits tandis que l'État leur réplique que les crédits mis à leur disposition sont loin d'être consommés depuis des années.

Les mêmes se disent préoccupés de fournir du travail aux chômeurs du BTP. Mais ce sont eux qui, depuis

des années, ont licenciés sur les chantiers, mis à la porte les CDI pour



les remplacer par des contrats précaires et aidés !

Alors que les dirigeants des syndicats ouvriers du bâtiment acceptaient de défilier côte à côte avec les patrons du secteur pour réclamer « relance du bâtiment » devant la préfecture, les dirigeants de la FRBTP en profitaient pour exiger de l'État de pouvoir bénéficier des mêmes exonérations que les secteurs de « compétitivité renforcée » tels que le numérique, le tourisme ou l'industrie.

En effet peu importe aux capitalistes du BTP que les logements attendus sortent de terre, ce qui compte pour eux, c'est de s'en mettre plein les poches !

Accident grave à la Centrale Thermique de Bois Rouge : La direction d'Albioma responsable...

Dans la soirée du lundi 13 au mardi 14 mai s'est produit un grave accident de travail au sein de l'usine de production d'électricité thermique Albioma, sur le site de Bois Rouge à Saint-André.

Alors qu'une équipe d'une dizaine d'ouvriers et maîtrise s'affairait au débouillage d'une trémie, contenant plusieurs centaines de kilos de cendres et scories provenant de la combustion de palets de bois encore incandescents, le contenu de celle-ci est descendue d'un coup.

Le responsable de l'équipe appartenant au personnel d'Albioma a été gravement brûlé au visage, aux bras, aux mains et aux jambes. Il est depuis hospitalisé au CHU de Saint-Denis et placé en coma artificiel. Deux ouvriers des entreprises extérieures ont aussi été brûlés au visage.

Aucun de ces travailleurs n'était doté des équipements de protection



individuels adaptés aux risques encourus. Ils ne disposaient pas de vêtements de travail ignifugés, mais seulement de T-Shirt en coton et de gants en caoutchouc qui leur sont restés collés sur les mains !

Pour gagner du temps, la direction d'Albioma n'a pas respecté la phase de refroidissement de la ma-

tière encore chaude de plusieurs centaines de degrés. Elle a envoyé au feu des ouvriers au risque de mettre leur vie en danger.

C'est à ce prix qu'Albioma, sous traitant d'EDF dans les DOM, réalise des millions de profits.

Une politique criminelle qui doit cesser !

... et toujours aussi incompétente !

Quelques jours après, les travailleurs de l'équipe concernée se voyaient attribuer les combinaisons de pompiers dont la direction de

CTBR aurait dû les équiper pour éviter ce drame.

Des combinaisons... mais pas de chaussures de sécurité ! Même dans

un cas pareil, pour Albioma, il n'y a pas le feu !

SPL Estival : un avenir toujours incertain pour les 120 salariés

Le 30 août 2023, le tribunal de commerce plaçait cette société des transports de l'Est en redressement judiciaire pour cause de déficit de plusieurs millions creusé par l'ancienne direction.

En décembre 2023, les salariés de la SPL se mettaient en grève contre les menaces de licenciement. La nouvelle direction et Selly, le président de la Cirest, son actionnaire principal, effectuaient à nouveau le chantage aux licenciements pour finalement faire avaler aux salariés, avec l'aide des représentants syndicaux, des baisses de salaires allant de 300 à 1000 euros mensuels.

Cette saignée salariale n'a pas permis, comme c'était prévu, de combler le déficit. Aussi la contrepartie financière de la Cirest était elle attendue. Lors d'une assemblée extraordinaire de la communauté de communes de l'Est tenue le 21 mai dernier, le principe d'une aide à la SPL a été voté, d'un montant de 330 000 euros.

Mais la Cirest se prépare aussi à mettre en place un nouveau Contrat de Service Public d'ici le 1er octobre qui pourrait se traduire par un transfert de certaines lignes de bus à des transporteurs privés. Il s'agit d'une nouvelle menace contre les emplois

d'un certain nombre de conducteurs et de contrôleurs.

Les salariés d'Estival ne sont aucunement responsables des agissements délictueux de leurs dirigeants, couverts par les politiciens de la Cirest. Ils n'ont pas à en payer les conséquences.

Mais pour ne pas avoir à subir une dégradation de leurs conditions de travail une deuxième fois, il sera nécessaire qu'ils organisent eux-mêmes la riposte et qu'ils ne se laissent pas mener en bateau par qui que ce soit.

NOUVELLE-CALÉDONIE

À bas la politique coloniale !

Le gouvernement français a provoqué des nuits d'émeute en Nouvelle-Calédonie en imposant l'élargissement du corps électoral. Cette réforme, votée par un Parlement réuni à plus de 17 000 kilomètres des premiers concernés, vise à rendre les Kanaks minoritaires dans leur propre pays.

Face à la colère des Kanaks, le gouvernement a dégainé sa panoplie de répression coloniale : des milliers de gendarmes ont été déployés, l'état d'urgence est déclaré et des militants sont assignés à résidence. Les Kanaks révoltés, les pauvres qui pillent des magasins, sont traités de tueurs et de terroristes manipulés par l'étranger. C'est révoltant !

La Nouvelle-Calédonie n'est française que par la violence des troupes coloniales. En y débarquant il y a 170 ans, elles ont soumis les Kanaks, en les massacrant quand ils se révoltaient, en les expulsant de leurs meilleures terres. L'État français s'est ensuite employé à rendre les Kanaks minoritaires dans un archipel devenu le « pays du nickel » pour les

capitalistes. Des milliers de travailleurs français y ont été attirés par la promesse d'y trouver une vie meilleure.

Ces populations, caldoches et kanaks, mais aussi asiatiques ou polynésiennes, auraient pu vivre ensemble et s'enrichir de leurs différences culturelles. Mais la politique de l'État français a été au contraire de les dresser les uns contre les autres. Il s'est appuyé sur la population blanche pour protéger les intérêts capitalistes français et les fortunes, érigées notamment dans l'exploitation du nickel, en spoliant la population kanake.

La misère, le racisme et le mépris colonial ont suscité les révoltes des années 1980, réprimées dans le sang par l'armée française. Depuis, l'État a pris soin d'associer une petite bourgeoisie kanake aux institutions de l'archipel et à la gestion d'une partie de son économie, sans que cela change rien au sort de la grande majorité opprimée qui reste plus pauvre, plus mal payée, plus au chômage, plus mal logée.

Macron et ses ministres

n'agissent pas plus dans l'intérêt des Caldoches, utilisés contre la population kanake. La situation de guerre civile que leur politique provoque a un tout autre objectif. Garder le contrôle de la Nouvelle-Calédonie, c'est conserver une base pour tenter de jouer dans la cour des grands, au milieu des rivalités et des tensions entre les États-Unis et la Chine.

Les continents changent, les contextes ne sont pas les mêmes mais, derrière les massacres de civils et la progression de la misère, les puissances impérialistes sont à la manœuvre pour défendre leurs intérêts et leurs positions stratégiques.

Les aspirations des opprimés à échapper à la misère et à décider de leur sort ne peuvent se réaliser sans renverser l'impérialisme, c'est-à-dire l'ordre économique capitaliste, à la base des rapports de domination et des frontières qu'il a créées. Hors de cette perspective, nous sommes condamnés à voir se reproduire les inégalités et les violences qui alimentent le rejet, la haine et le racisme entre les travailleurs comme entre les peuples.



Les combines de l'impérialisme français

Depuis plus d'un siècle, l'impérialisme français mène une politique de « peuplement » de la Nouvelle-Calédonie pour rendre la population kanake minoritaire dans son propre pays.

En 1972, le Premier ministre Pierre Messmer l'expliquait avec un parfait cynisme : « La revendication nationaliste autochtone ne sera évitée que si les communautés non originaires du Pacifique représentent une masse démographique majoritaire. »

C'est déjà une tentative de réforme électorale qui déclencha les révoltes de 1984-1988, les indépendantistes exigeant que seuls les Kanaks aient le droit de participer au

référendum sur l'indépendance prévu en 1989. Ce soulèvement des Kanaks a obligé l'État français à composer et à signer, en 1988 puis en 1998, une série d'accords prévoyant d'accorder un nouveau statut d'autonomie à la Nouvelle-Calédonie. C'est de cette époque que date l'existence de deux listes électorales différentes, dont l'une, la « liste électorale spéciale », permet de participer aux élections locales et est fermée aux nouveaux arrivants. Les accords de Nouméa, en 1998, ont entériné le gel de cette liste spéciale : seules les personnes déjà inscrites en 1998 et leurs descendants peuvent en faire partie.

Le « dégel » de cette liste est, de-

puis, une revendication constante de la droite et de l'extrême droite calédoniennes. La décision de Macron de la satisfaire répond à la volonté de la bourgeoisie française de garder à tout prix le contrôle d'une colonie dans le Pacifique, mais elle est aussi une manœuvre politicienne en direction de cet électorat de droite et d'extrême droite leur amenant un potentiel de électeurs non-Kanaks au corps électoral. Derrière les belles paroles sur « le droit des peuples » dont Macron est si friand, les sales petits calculs du colonialisme français sont toujours là.

Une révolte contre l'oppression sociale

En Nouvelle-Calédonie, la discrimination, l'oppression ethnique et le racisme viennent s'ajouter à l'oppression sociale et à l'exploitation capitaliste. La discrimination se mesure dans l'enseignement. Trente-six pour cent des Kanaks âgés de 15 à 64 ans n'ont pas de diplôme, contre 17 % des non-kanaks. Partout, à l'école, dans l'emploi et le logement, les Kanaks sont des citoyens de seconde zone. Certes, depuis 1989, l'État français a construit dans les terres kanakes des infrastructures de transport et de santé, des écoles, des collèges. Mais les écarts entre Kanaks et non-kanaks ne se combleront pas. Ainsi, les filières générales du prestigieux lycée de Nouméa, fréquenté par les enfants des milieux aisés de la capitale du territoire, restent massivement composées d'élèves d'origine européenne. La jeunesse kanake prend tout cela en pleine figure. Elle peut considérer qu'elle n'a pas d'avenir, qu'elle est condamnée à la pauvreté, au chômage, et en plus elle constate qu'elle se fait refuser, à la tête du client, un logement à Nouméa, comme elle s'y fait refuser l'entrée des boîtes de nuit.

La colère de la jeunesse, parce



qu'elle va bien au-delà de la question du corps électoral, a fait peur au petit monde politique de l'archipel. Les partis de droite et d'extrême droite ont armé une partie des leurs, en les organisant dans des milices ou des groupes de « voisins vigilants », avec l'approbation de l'État français exprimé dans les déclarations de son haut-commissaire. Une partie des dirigeants nationalistes kanaks ont, quant à eux, très tôt désavoué les émeutes, la colère étant allée au-delà du cadre qu'ils avaient prévu et les jeunes étant hors de leur contrôle. Cité par le journal *Le Monde*, Louis Mapou, in-

dépendantiste et chef du gouvernement calédonien, a déclaré : « la frustration, la colère ne doivent pas nous engager dans une dynamique de rupture. (...) On ne peut pas se mettre tout d'un coup à détruire ce qu'on a construit difficilement depuis 1988. »

Quoi qu'en dise Louis Mapou, le fait que depuis 1988 les partis indépendantistes aient été associés au pouvoir local n'a rien apporté à la jeunesse pauvre, kanake ou d'autre origine. Ce sont ses aspirations à un véritable changement social qui explosent aujourd'hui.

Une guerre qui enrichit des vautours

Depuis quelque temps, les médias occidentaux pointent les avancées des forces russes dans le Donbass, et plus encore autour de la seconde ville du pays, Kharkiv, toute proche de la frontière russe.

Des reportages ont rapporté que des soldats ukrainiens relevaient que rien n'avait été préparé pour contrer l'offensive russe, ce qu'ils attribuaient à la corruption... Bien sûr, les généraux et colonels français en retraite qui ne quittent plus les plateaux de radio et télévision ont, du haut de leur science militaire, laissé entendre que ce n'était pas le problème.

Pourtant, le bureau ukrainien de lutte contre la corruption, Meja, a fait état de détournements massifs sur les 16 millions d'euros attribués à l'édification de fortifications à Kharkiv et dans les environs. Cet organisme officiel a accusé des instances municipi-

pales d'avoir conclu sans contrôle des contrats avec des sociétés privées, même pour des travaux qualifiés de fictifs. Il y a quelques semaines, ce sont les organisations régionales de reconstruction que Zelensky a dû dissoudre car, un peu partout dans le pays, leurs dirigeants et leurs amis entrepreneurs s'en donnaient à cœur joie dans le pillage, au prétexte de reconstruction.

À quelques jours de l'entrée en vigueur définitive de la loi de mobilisation, il ne faut pas s'étonner que, de l'aveu même d'officiers ukrainiens cités lundi 13 mai par Le Monde, la plupart des soldats qu'ils reçoivent soient moins motivés que ceux qui se portaient volontaires il y a un an ou plus. L'état-major a, lui, exposé dans la presse comment il avait revu à la baisse tous les motifs médicaux ou scolaires d'exemption des hommes de 18 à 60 ans, et il a publié une liste de maladies, jus-

qu'alors rédhibitoires, mais qui font qu'on peut désormais être mobilisé comme « apte limité » ! Même des hommes âgés, jusqu'alors dispensés par des commissions médicales militaires, sont embarqués. Et cela provoque parfois des émeutes, comme à Vinohradiv le 3 mai, en Transcarpathie, où la police a ouvert le feu.

Pendant ce temps, un groupe de créanciers occidentaux de l'Ukraine a haussé le ton, exigeant que l'Ukraine reprenne le paiement des intérêts de sa dette, plus ou moins interrompu par la guerre. Le front ukrainien peut être près de craquer, le pays saigné à blanc financièrement, sa population peut mourir sous les bombes ou dans les tranchées, mais pas avant d'avoir enrichi les vautours de la finance occidentale.

Des élections sous contrôle

Les élections générales à la Chambre basse du Parlement de l'Union indienne ont commencé vendredi 19 avril et s'achèveront début juin. 969 millions d'électeurs sont appelés à élire 543 députés.

À la tête de son parti, le BJP, le chef du gouvernement, l'ultranationaliste hindou Narendra Modi, est favori pour l'emporter et s'assurer ainsi un troisième mandat, avec le soutien de la grande bourgeoisie. Pour le Parti indien du peuple (BJP) au pouvoir, l'enjeu est d'élargir son emprise sur la vie politique, y compris dans des États – l'Union indienne en compte 28 – où, notamment dans le Sud, il demeure très minoritaire. Se posant en patriote, Modi a axé sa campagne sur les thèmes favorisés de l'extrême

droite nationaliste hindoue, désignant les 200 millions de musulmans comme un corps étranger infiltré et ses opposants comme anti-hindous

L'opposition, soit une trentaine d'organisations, s'est réunie dans une alliance hétéroclite baptisée INDIA autour du Parti du Congrès, celui des artisans de l'indépendance, Nehru et Gandhi. Ce parti a dirigé le pays pour le compte de la grande bourgeoisie indienne durant une cinquantaine d'années après 1947, et les travailleurs n'ont rien à en attendre non plus.

Le poids des grands capitalistes dans la campagne reflète leur hégémonie dans l'économie indienne et le fait que la bourgeoisie nationale prospère à l'abri de l'État. Aux contrats que celui-ci lui procure, il

faut ajouter la corruption généralisée, la prévarication des hauts fonctionnaires, le clientélisme et le népotisme. Sous l'ère Modi, les grandes dynasties, présentes dans les secteurs d'activité les plus rentables, ont prospéré comme jamais. À eux seuls, les groupes Adani et Ambani produisent 4 % du PIB et réalisent 25 % des investissements. En 2002, la fortune de Mukesh Adani ne dépassait pas les 70 millions. Les parrains de Modi ont donc largement de quoi soutenir le BJP tant que celui-ci lui donne satisfaction. Jusque-là, le retour sur investissement s'est avéré payant.

La sale cuisine du capitalisme

Un sommet baptisé Cuisine propre était organisé le 14 mai à Paris par l'Agence internationale de l'énergie, pour tenter de remédier, en principe, au problème des techniques pour cuisiner en Afrique.

En effet, chaque année, près de 500 000 femmes et enfants décèdent en Afrique subsaharienne de maladies respiratoires liées à l'utilisation de systèmes de cuisson rudimentaires, alimentés au bois, au fumier animal ou aux résidus agricoles. Selon les organisateurs, des solutions existent, et il suffirait de 4 milliards de dollars annuels pour les financer.

La somme serait dérisoire en regard de la totalité des investissements mondiaux dans l'énergie, 2 800 milliards en 2023, dont une grande partie assure les profits des compagnies pétrolières.

Elle est aussi à mettre en regard des 2 443 milliards de dépenses d'armement.

Avec ces 4 milliards, les participants se proposeraient de mettre en œuvre des alternatives aux feux à foyer ouvert qui polluent l'atmosphère : ce serait des cuisinières économes fabriquées avec de l'argile et du ciment, des briquettes de combustible faites de peaux de bananes compressées, le partage de cuisinières entre plusieurs familles... Ces prétendues solutions relèvent du bricolage à la petite semaine, et seraient certainement bien incapables de remédier à une telle misère.

Pourtant, en Afrique, l'énergie ne manque pas. Les machines surpuissantes utilisées dans les mines géantes ne sont pas alimentées par du bois coupé dans les forêts, pas plus

que les pompes des puits de pétrole ou les grues des grands ports. Mais l'essor du capitalisme a développé sur ce continent ce qui était indispensable aux trusts des métropoles, en laissant croupir la population dans la misère. Ce qui est vrai de l'énergie nécessaire pour cuisiner l'est tout autant de l'eau potable, des égouts ou du système de transport.

Alors, pour renverser ce système, les travailleurs d'Afrique auront en effet besoin de beaucoup d'énergie. Mais ils ne pourront la trouver qu'en eux-mêmes.



ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail : [contact@lutte-ouvriere-](mailto:contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org)

[ile-de-la-reunion.org](mailto:contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org)



Impression spéciale *Lutte ouvrière*

Commission paritaire n°

1019C85576

Directeur de publication : Didier

Lombard

Tirage : 100 exemplaires

ISSN : 2552-7282